



**PRÉFET  
DE LA LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de  
l'Environnement, de  
l'Aménagement et du Logement  
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Loire Haute-Loire  
2 avenue Grüner  
Allée C  
42 000 Saint-Étienne  
ud-lhl.dreal-auvergne-rhone-alpes@developpement-durable.gouv.fr

Saint-Étienne, le 4 juin 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 02/06/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **NAVY LEST INTERNATIONAL**

606 rue George Sand  
42 350 La Talaudière

Références : UID4243-DSSP-025-234  
Code AIOT : 0006104862

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 2 juin 2025 dans l'établissement NAVY LEST INTERNATIONAL implanté 606, rue George Sand 42 350 La Talaudière. L'inspection a été annoncée le 14/05/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La société Navy Lest a fait l'objet d'un arrêté de mise en demeure en 2023. L'objectif de cet acte était d'améliorer la captation des rejets gazeux de la fonderie de plomb, notamment au niveau des fours de fusion. La visite avait ainsi pour objectif de vérifier si l'arrêté préfectoral avait bien été pris en compte.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- NAVY LEST INTERNATIONAL
- 606, rue George Sand 42 350 La Talaudière
- Code AIOT : 0006104862
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Navy Lest est une fonderie de plomb soumise à autorisation au titre de la rubrique 2550-1 (capacité de production supérieur à 100 Kg/j). Elle fabrique notamment des objets pour lester des bateaux.

**Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

**Thèmes de l'inspection :**

- Risque incendie

**2) Constats****2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension... .

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Gestion des déchets	Arrêté Préfectoral du 17/10/2000, article 5	Demande d'action corrective	3 mois
3	Réseaux d'eaux pluviales et rétention des eaux d'extinction	Arrêté Préfectoral du 17/10/2000, article Annexe 3	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Point sur l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°152-DDPP-23	Arrêté Préfectoral du 05/05/2023, article 1et 2	Levée de mise en demeure

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant devra terminer la mise à l'arrêt de son deuxième atelier jouxtant l'usine de pâtes à pizza. Des améliorations sur la gestion des eaux pluviales et d'extinction sont également attendues.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 :** Point sur l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°152-DDPP-23

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/05/2023, article 1et 2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Régularisation
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b>Article 1</b> - La société Navy Lest International exploitant une fonderie de plomb sur la commune de La Talaudière est mise en demeure de régulariser sa situation administrative soit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>en déposant un porter à connaissance en application de l'article L. 181-14 du Code de l'environnement pour son deuxième atelier de fusion de plomb jouxtant la fabrique de pâte à pizza ;</li> <li>en cessant l'activité de cet atelier en procédant à la remise en état prévue à l'article L. 512-6-1 du Code de l'environnement.</li> </ul> <p>Les délais pour respecter cette mise en demeure sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>dans un délai d'un mois, l'exploitant fera connaître laquelle des deux options il retient pour satisfaire à la mise en demeure ;</li> <li>dans le cas où il opte pour le dépôt d'un dossier de porter à connaissance, ce dernier doit être déposé (ou adressé ou télédéclaré) dans un délai de 3 mois.</li> <li>.</li> </ul> <p>Ces délais courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.</p> <p><b>Article 2</b> - La société Navy Lest International exploitant une fonderie de plomb sur la commune de La Talaudière est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 3.1 de l'arrêté préfectoral du 17 octobre 2020 en :</p>

- Proposant sous 15 jours des solutions de captation des fumées lors de la fusion du plomb ou lors de l'usinage de pièces en plomb. Ces propositions seront faites après avoir consulté la médecine et l'inspection du travail. Les avis des organismes consultés ou bon de commande seront transmis à l'administration. Les délais de mise en œuvre de la solution technique retenue seront soumis à l'inspection des installations classées ainsi qu'à la médecine du travail. En cas de délai de mise en œuvre trop long, l'industriel proposera des mesures temporaires.
- L'efficacité du système de captation des fumées ou des mesures temporaires sera évaluée par une campagne de mesures et de leur conformité par rapport à l'arrêté préfectoral d'autorisation du site.

#### **Constats :**

**Article 1: Aucune activité relative à la fusion du plomb n'était exercée dans le bâtiment jouxtant le site de fabrication de pâte à pizza** le jour de la visite.

**La remise en état de cet atelier devra être toutefois finalisée :** enlèvement des différents réseaux gaz et électrique desservant ce bâtiment. Des infiltrations d'eau pluviale ont été observées au niveau des néons (risque électrique).

**Article 2: Un nouveau dispositif de captation/traitement des fumées émanant des fours de fusion du plomb a été installé.** Des analyses de rejet ont été réalisées en février 2025 par Socorair. **Les résultats sont conformes aux prescriptions de l'arrêté portant autorisation du site** (concentration de **poussières de 1.7 mg/m<sup>3</sup>** avec un **flux de 7.2 g/h** pour des valeurs à respecter de respectivement 100 mg/m<sup>3</sup> et 470 g/h, concentration de **plomb de 1.7 microg/m<sup>3</sup>** pour un **flux de 0.01 microg/h** avec des valeurs à respecter de 5 000 microg/m<sup>3</sup> et de 84 microg/h).

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**A1 - continuer la mise à l'arrêt de l'atelier jouxtant le site de fabrication de pâte à pizza**

**A2 - préciser les modalités de captation des poussières de plomb lors des phases de ponçage, usinage des pièces en plomb** (le jour de la visite un employé travaillait avec un masque de protection lors d'une opération d'usinage). À cet effet, **l'exploitant transmettra l'avis du médecin du travail.**

**Des constats réalisés, l'inspection des installations classées considère que l'exploitant a globalement répondu à son arrêté de mise en demeure.** L'acte peut ainsi être levé dans la mesure où :

- aucune gêne de voisinage n'a été formulée à l'inspection depuis 2023 ;
- les résultats des mesures réalisés au niveau des effluents gazeux des fours de fusion sont conformes.

**L'exploitant précisera néanmoins sous 3 mois les actions demandées dans les points A1 et A2.**

**Type de suites proposées :** 3 mois pour les actions A1 et A2

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

#### **N° 2 : Gestion des déchets**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 17/10/2000, article 5

**Thème(s) :** Risques chroniques, Déchets

**Prescription contrôlée :**

5.1 L'exploitant tient à jour un registre déchets

<p>5.3.1 Les déchets sont stockés dans des conditions qui n'entraînent aucun risque de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux de pluie, pollution des eaux de surface ou souterraines).</p> <p>5.3.3 La durée de stockage des déchets ne doit pas excéder 3 mois hormis pour les déchets générés en faible quantité (&lt;5t/an). La quantité de déchets stockés sur le site ne doit pas dépasser 50 tonnes.</p> <p>5.4.1. L'élimination des déchets doit être réalisation dans des installations dûment autorisées à les traiter</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant ne tient pas de registre déchets. Des batteries de voitures ou de chariot étaient stockées à l'air libre sans protection particulière par rapport aux eaux de pluie. Des anciens fûts de produits chimiques restaient encore à évacuer.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>A3 - <b>ouvrir un registre déchets</b> conforme à l'arrêté ministériel du 31/05/21 (<a href="https://aida.ineris.fr/reglementation/arrete-310521-fixant-contenu-registres-dechets-terres-excavees-sediments-mentionnes">https://aida.ineris.fr/reglementation/arrete-310521-fixant-contenu-registres-dechets-terres-excavees-sediments-mentionnes</a>)</p> <p>A4 - <b>faire évacuer les déchets dangereux</b> (batteries et anciens fûts de produits chimiques). L'exploitant transmettra à la DREAL les bordereaux d'élimination ou les copies d'écran du logiciel trackdéchets.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

**N° 3 : Réseaux d'eaux pluviales et rétention des eaux d'extinction**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/10/2000, article Annexe 3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Pollution</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b><u>Eaux pluviales :</u></b></p> <p>4.4.2. Les eaux de ruissellement provenant des aires susceptibles de recevoir accidentellement des hydrocarbures, des produits chimiques et autres polluants, doivent être traitées avant rejet par des dispositifs capables de retenir ces produits.</p> <p>Les eaux ne peuvent être rejetées qu'après contrôle de leur qualité.</p> <p>4.6.2. Les rejets directs ou indirects dans les eaux souterraines est interdit.</p> <p>4.7. Un prélèvement annuel est réalisé pour s'assurer du respect des caractéristiques physico-chimiques des eaux pluviales par rapport aux valeurs mentionnées ci-après.</p> <p><b>Annexe 3</b> Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées seront collectées et traitées dans un décanteur/deshuileur (séparateur hydrocarbures) avant leur rejet au milieu naturel.</p> <p>Les valeurs limites de rejet sont fixées à 100 mg/l pour la DCO, 30 mg/l pour la DBO5, 30 mg/l pour les matières en suspension et 10 mg/l pour les hydrocarbures.</p>

**Rétention des eaux d'extinction :**

4.8.4 Un bassin de confinement de 100 m<sup>3</sup> sera créé afin de contenir les eaux d'extinction. Les organes de commande nécessaires à son fonctionnement devront être actionnables en toutes circonstances.

**Constats :****Eau pluviale :**

Le site ne dispose **pas de séparateur d'hydrocarbures**. Les eaux pluviales s'infiltrent dans le sol à travers **des puits perdus**. De ce fait, **aucune analyse de rejet n'est réalisée** par l'exploitant.

**Rétention des eaux incendie :**

Une fosse d'un volume de 100 m<sup>3</sup> se trouve dans le bâtiment abritant les fours de fusion. Toutefois, l'exploitant a indiqué qu'il l'utilisait pour stocker ses moules, enlevant de ce fait la fonctionnalité de rétention de la fosse.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

A5 – **Reprendre les réseaux d'eaux pluviales du site** et faire en sorte que les écoulements transitent par **un séparateur d'hydrocarbures**.

A6 – **Préciser les modalités de rétention des eaux d'extinction** en cas d'intervention des pompiers.

Délais proposés : 3 mois pour A6 et 6 mois pour A5

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois pour A6 et 6 mois pour A5